

# SUD

Salariés

# Emploi

5000 suppressions à SFR  
3000 suppressions chez les sous-traitants

## le 6 septembre mobilisons-nous !

Depuis des mois, notre Fédération essaye de réaliser l'unité des syndicats des centres d'appels autour de la question de l'emploi. Au vu des enjeux, nous pensons qu'il est urgent d'avoir une réponse commune aux différentes annonces qui ont été faites. Malheureusement, pour l'instant, nous n'avons pas réussi ...

### Depuis les choses ont plus qu'évolué...

SFR a annoncé au début du printemps la fin de ses activités (fin prévu fin juin 2017) avec le groupe Arvato et Acticall (via sa filiale Sitel). Les salarié-es de B2S ou Teleperformance ont pu s'apercevoir que les flux d'appels étaient aussi en net diminution (même si quelques sites font exception). Au début de l'été, c'est Orange qui a annoncé la fin de son contrat sur un des sites d'Arvato après avoir diminué les appels de B2S voir mis fin à ceux de Coriolis Saint Augustin... Bouygues lui (re)commence à délocaliser une partie de ses appels traités notamment par Acticall ou Meilleur Contact. Le moins que l'on puisse dire c'est que la liste des sites ayant perdu (récemment) leurs activités télécom est longue.

Cet été, avec l'annonce de la suppression de 5000 emplois en interne par SFR (validé par un accord entre SFR et les syndicats CFDT et UNSA... les mêmes qui ont soutenu la loi travail...) notre Fédération a relancé une intersyndicale en englobant la question de l'emploi y compris chez les opérateurs Telecom. En effet, nos entreprises ont toujours été étroitement liées puisqu'une grande partie du chiffre d'affaire du secteur émane de la sous-traitance de ces opérateurs. L'intersyndicale va se revoir en septembre et nous espérons pouvoir déboucher réellement sur une unité pour nos emplois.

En attendant, plusieurs syndicats de SFR appellent à une journée de mobilisation et de grève le 6 septembre contre les 5000 suppressions d'emplois en interne dans leur entreprise. Pour nous, alors que 3000 emplois sont aussi menacés chez les sous-traitants, l'heure est à l'unité dans l'action !

### Toutes et tous en grève !

Nos emplois sont menacés par le même personnage : le milliardaire Drahi-cula. Nous avons proposé à tous les syndicats des centres d'appels d'appeler avec nous à cette journée de lutte des salarié-es travaillant pour SFR. Nous l'avons aussi proposé à nos camarades Tunisiens ou Marocains car pour eux aussi les délocalisations commencent... vers des pays à moindres coûts.

SUD entend mobiliser tout le monde et laisser de côté les mésententes syndicales pour former une grande unité intersyndicale et internationale face au géant de la finance. Ensemble, nous déterminerons des actions futures

(actions symboliques mouvements vers boutiques SFR...), on a besoin des idées de chacun pour lutter. Résister, c'est espérer... et se donner les moyens de gagner !

**Nous appelons l'ensemble des salarié-es des centres d'appels à affirmer leur volonté de ne plus subir en débrayant une heure le 6 septembre à partir de 14H.**

**SFR, touche pas à mon emploi !**

### Assez de blabla, des vraies mesures pour l'emploi !

- **Aucun licenciement** dans les entreprises qui réalisent des bénéfices et arrêt des délocalisations ici comme ailleurs.
- **Exigence que le nombre d'emplois localisés en France représente au minimum des 2/3 des effectifs employés.**
- **Refonte totale du Label social** avec des obligations sur la localisation des emplois, sur les conditions de salaires et de travail...
- **Transparence des contrats** entre donneurs d'ordre et entreprises sous traitantes sur les effectifs et les montants concernés.
- **Mise en place d'un bouclier social** pour les salarié-es permettant de créer une véritable filière métier rompant avec des conditions difficiles en France comme au Maghreb.
- **Mise en place d'un droit de veto** pour les comités d'entreprise en cas de plan social afin de leur donner un réel pouvoir.



**INTERDISONS LES LICENCIEMENTS**  
**UN EMPLOI, C'EST UN DROIT!**

Fédération des activités postales et de télécommunications

# Ni fermetures de sites, ni suppressions d'emplois ! On lâchera rien !

## Luttes : on se réveille !

Dans ce marasme économique où l'emploi est mis à mal, il serait faux de croire que nous ne pouvons plus exiger des meilleurs salaires ou des conditions de travail qui ne ruinent pas notre santé. Des entreprises du secteur accumulent des bénéfices faramineux sans redistribuer un centime aux salarié-es.

Le prétexte de la crise a bon dos même quand tout va bien ! Depuis quelques semaines, les salarié-es de B2S Chalon, de Coriolis Laval, d'Arvato Le Havre ou d'Armatiss Boulogne puis Calais ont compris qu'il fallait aller chercher cette redistribution. A Arvato, la victoire est d'autant plus belle que c'est la seconde en quelques mois ! Les salariés ont, entre autre, obtenu une prime de fin d'année d'environ 200 euros ainsi que la rémunération des pauses (10 minutes) sur les 7 derniers mois.

Il ne s'agit pas de décrire un tableau idyllique et dire que l'on gagne à chaque lutte mais il est clair que sans lutter on n'obtient pas grand chose voire... rien ! Vous en avez marre ? Il est peut être temps de passer à l'action

## Enquête : Santé au travail

Alors que les entreprises du secteur ne cessent d'augmenter la productivité tout en supprimant des milliers d'emplois, il nous a semblé nécessaire de refaire un point sur la santé au travail et ce 3 ans après notre première enquête.

Les équipes de **Sud** ont donc sillonné la France afin de sonder les salarié-s d'une grande partie des centres d'appel avec un questionnaire centré (entre-autre) sur les conditions de travail. De Laser Contact, à CCA en passant par B2S ou Webhelp et Teleperformance nous avons fait toutes les grandes entreprises du secteur mais aussi quelques PME... Avec plus de 2000 réponses cette enquête est un succès !

Encore quelques semaines de patience et vous aurez les résultats complets soit via un tract soit via notre site internet où vous pouvez dès à présent retrouver des résultats par entreprise. Au vu des premières analyses, la détérioration des conditions de travail est manifeste.

Paris, le 5 Déc 2013

## Call Expert : un cas d'école

17<sup>ème</sup> entreprise du secteur avec ses 800 salarié-es, cette entreprise est implantée en France et... en Algérie. Mi-octobre la mise en examen du PDG de Call Expert pour présentation de faux bilans, détournement de subventions et pour abus de bien sociaux à été un véritable coup de tonnerre dans le secteur. Le PDG étant "out", un administrateur judiciaire a été désigné par le tribunal de commerce. Depuis la société a été mise en vente avec une date butoir début 2014... C'est l'avenir de centaines de salarié-es qui se joue !! Rappelons que cet été, c'est le site du Gard qui a été fermé.

L'exemple de Call Expert interroge sur le système économique autour des centres d'appel : des délocalisations et course aux subventions publiques en France. Alors que la société allait déjà mal, les collectivités de la région de Roubaix ont versé des centaines de milliers d'euros à cette entreprise sans aucune contre-partie ! Pas de regard sur les comptes, pas de minimum social sur les conditions de travail par exemple, pas de siège aux conseils d'administration... Rien, nada... Juste une promesse de création de 300 emplois en CDI qui ne se réalisera... jamais.

C'est aussi une réponse cinglante à tous les patrons du secteur qui nous expliquent que le seul moyen de sauver nos emplois c'est d'accepter l'annualisation du temps de travail ou encore de pourrir la vie des salarié-es en cassant leurs conditions de travail. La réponse est-elle claire ?

Pourtant la solution est simple : l'argent doit aller à l'emploi et aux salariés et non aux patrons qui réutilisent cet argent pour investir en Algérie (ou à l'île Maurice) par exemple comme l'a fait ce PDG... afin de délocaliser.

Les représentants des salarié-es, dont notre DS **SUD**, essaient à présent, par tous les moyens de faire bouger les choses afin de trouver une solution pour les emplois de leurs collègues : projet de mise en coopérative, rencontre avec le ministère à Bercy

Pour prendre  
contact avec

**Sud**

SUD - 25/27 rue des envierges - 75020 - Paris

Tél : 01 44 62 12 23 - Web : <http://www.sudptt.org/centresappels>

Nom / Prénom : .....

.....

Téléphone : .....

Mail : .....

